

<http://jeanclaude.chene.free.fr/Philosophie/>

Rendre le travail, « en l'état », soutenable est-ce suffisant ?



l'emploi / le travail ?



**[rendre l'entreprise /
plus « démocratique »...]**

**[s'attaquer au « fondement »
de l'entreprise...]**



[Gauchet]

[Badiou]



La démocratie ? / La lutte des classes ?

= place et rôle du *sentiment de solidarité* ?

Marcel GAUCHET : «...Comment s'y prendre pour sortir de la conjoncture calamiteuse dans laquelle nous nous trouvons ? Pour vous, il faut sortir radicalement du capitalisme, ce qui suppose de passer à son contraire, le communisme. J'oppose à ce projet, que je crois définitivement condamné un sens de la prudence qui s'alimente aux leçons du passé. Mais cette prudence doit être conjuguée à la plus grande des audaces. En l'occurrence, l'audace consiste à affirmer qu'il est possible, non pas de rompre définitivement avec le capital, mais de maîtriser l'économie politiquement. Je crois que nous pouvons parvenir à brider le capitalisme, à briser sa domination aujourd'hui incontestable, et ce, à l'intérieur du modèle démocratique. Un modèle qui demande à être réinventé en profondeur, mais qui doit être maintenu coûte que coûte. Bref, je fais confiance aux possibles offerts par la démocratie elle-même - des possibles extrêmement grands et que vous auriez tort de négliger... Je ne partage pas votre analyse : la démocratie ne saurait se définir par l'autorité du capital. Ce que vous pointez comme un trait d'essence est en réalité un constat factuel...Actuellement, il est indéniable que nos dirigeants se mettent à genoux devant le système néolibéral et entérinent les dérives qu'il suscite. Je le déplore comme vous, mais est-ce là une fatalité comme vous le laissez entendre ? Je ne le pense pas. A mon sens, il existe une indépendance de principe de la démocratie, du mode d'organisation de la vie politique qu'elle représente, qui la rend à même de reprendre le dessus sur le capital. La perspective qui est la mienne porte un nom : c'est la voie du réformisme. Le mot éveille aujourd'hui la suspicion, il est galvaudé ou vilipendé. Nous devons pourtant en retrouver le sens profond.

Alors voilà : vous plaidez, Alain Badiou, pour un troisième âge de l'hypothèse communiste. Quant à moi, je crois qu'il est nécessaire d'ouvrir un troisième âge du réformisme démocratique. Il ne s'agit plus de réguler le travail des femmes et des enfants, d'instaurer la journée de huit heures comme cela s'est fait au début du xxième siècle. Il ne s'agit plus de constituer définitivement le droit du travail et d'instaurer le régime de la Sécurité Sociale comme après 1945. A présent, l'enjeu est de reprendre la main sur l'économie pour sortir de l'état pitoyable dans lequel nous nous trouvons. Ce nouveau saut réformiste ne nous délivrera pas du capitalisme. Mais il rendra nos sociétés plus vivables. Je retrouve ma dialectique motrice : la prudence dans la démarche n'exclut pas l'audace dans les perspectives... »

Alain BADIOU : « - Votre position me paraît tout de même idyllique. Pourquoi ? Parce que la démocratie, sous sa forme parlementaire, interdit tout changement d'ampleur... Votre dialectique de la prudence et de l'audace ne prend pas suffisamment en compte le fait qu'il y a, dans toute situation politique, des ennemis. Des vrais, des authentiques ennemis. Et je ne suis pas sûr que l'on puisse résoudre le problème des ennemis dans le cadre démocratique tel que vous envisagez la perpétuation....

...Il est possible par contre d'extraire le devenir de l'humanité toute entière de l'emprise malfaisante du capitalisme. Le poids encore absolument décisif de la propriété privée, le jeu incontrôlé de la concurrence des intérêts, la quête effrénée du profit comme seule loi de l'activité, les diktats des monopoles économiques et financiers, tout cela génère des inégalités aussi incontestables que monstrueuses...Aujourd'hui, dix pour cent de la population mondiale possède quatre vingt six pour cent des ressources, un pour cent de la population mondiale détient quarante six pour cent de ces mêmes ressources. Ce sont là des chiffres officiels, et cela ira croissant. Un tel monde est-il supportable ? Non. Il n'est pas question de l'accepter. Libérer l'espace collectif de la mainmise délétère du capital, telle serait donc la première strate de définition. Deuxièmement, « communisme » désigne l'hypothèse selon laquelle l'Etat, appareil coercitif séparé de la société mais admis par elle dans son existence et sa reproduction, n'est pas une forme naturelle, incontournable, de la structuration des sociétés humaines. On peut et on doit parvenir à s'en passer. Cela renvoie au thème du dépérissement de l'Etat dans la tradition marxiste classique. Troisièmement, « communisme » énonce que la division du travail (avec les séparations qu'elle implique, entre les tâches d'exécution et de gestion, entre le travail manuel et le travail intellectuel, etc...) n'est en rien une nécessité absolue pour organiser la production économique.

Combinés, ces trois points forment une alternative globale au développement de l'histoire humaine jusqu'à présent. Ainsi, on nommera « communisme » la possibilité et la recherche d'une unification, dans un processus historique réel, de ces trois dimensions : dé-privatisation du processus productif, dépérissement de l'Etat, réunion et polymorphie du travail... ».